

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°308 DU VENDREDI 29 DECEMBRE 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

PAGE NOIRE

P.2

Le journaliste Aly Badara Condé tire sa révérence !



Édito à vue d'Aigle

La délicate gestion post-incendie de Coronthie

Au moment où nous mettons sous presse, le dernier bilan dressé par le gouvernement faisait état de 24 morts, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels, suite à l'explosion dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 décembre 2023, du plus grand dépôt pétrolier du pays, à Coronthie, dans la commune de Kaloum, le centre des affaires et le siège de la haute administration... P.2

CÉLÉBRATION DE NOËL P.3



La Paroisse Sainte Odile de Simbaya a fait un geste aux sinistres de Kaloum

INCENDIE AU DÉPÔT DE CARBURANT DE KALOUM

P.4

« Ce n'est pas ce genre de discours qu'il faut tenir en temps de crise » (Ibrahima Balaya, FFSG)

INCENDIE À KALOUM

P.5



« Alpha Condé est l'une des causes de ce qui est arrivé » (Mamadou Sylla, UDG)

FRONT ANTI-3ÈME MANDAT

P.6

Mouctar Diallo des NFD recadré par Sékou Koundouno du FNDC

EXPLOSION DU DÉPÔT DE CARBURANT

P.3

« La situation est grave » (Dr Goumou, Chef du gouvernement)

PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 AU CNT

Le ministre du budget dégage les priorités du gouvernement

P.4



Édito à vue d'aigle



La délicate gestion post-incendie de Coronthie

Au moment où nous mettons sous presse, le dernier bilan dressé par le gouvernement faisait état de 24 morts, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels, suite à l'explosion dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 décembre 2023, du plus grand dépôt pétrolier du pays, à Coronthie, dans la commune de Kaloum, le centre des affaires et le siège de la haute administration.

Le CNRD et son président, le colonel patriote Mamadi Doumbouya, ainsi que le gouvernement de transition ont géré comme ils ont pu cette catastrophe à laquelle l'on ne s'attendait pas du tout. L'actuel locataire du palais Mohammed V a donné des instructions et fait prendre des dispositions pour rassurer ses compatriotes. Les stations-service et les écoles ont été fermées pour des mesures de sécurité et pour faciliter la tâche aux forces de défense et de sécurité ainsi qu'aux équipes de secours déployées sur le terrain. Le mercredi 20 décembre, dans une adresse télévisée, il a présenté ses condoléances aux familles des victimes de l'explosion, souhaité

prompt rétablissement aux blessés. Avant de décréter trois jours de deuil national. Un discours qui été diversement apprécié. Si certains estiment que ce discours du chef de l'Etat a eu l'avantage de donner espoir aux Guinéens, d'autres par contre martèlent que c'est un discours tardif. Les établissements scolaires, professionnels et supérieurs restent fermés pour cause de congés. Quant aux stations-service, elles ont été progressivement rouvertes pour permettre aux automobilistes et aux motards de se servir, de façon rationnelle, en gas-oil et en essence. Les activités sont en train de reprendre peu à peu pour le plus grand bonheur de tous les Guinéens. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que des leçons seront sereinement tirées de cette explosion. Il serait souhaitable par exemple d'accélérer la mise en œuvre des projets de construction des dépôts pétroliers de Kodiarian (Mandiana) et de Moribayah (Forécariah).

Les spécialistes et les observateurs avertis sont unanimes à reconnaître que la gestion post-incendie de Coronthie ne sera pas du tout facile. Le mardi dernier, à l'hémicycle du palais du peuple, lors de la présentation du projet de loi de finances 2024 dans son volet recettes, le Premier ministre de transition, Dr Bernard Goumou a dit aux conseillers nationaux que la situation est grave.

« Aujourd'hui, en regardant l'évolution de la crise, je peux vous affirmer que nous traversons une tragédie. Dans le sens où la plupart de nos ministères, je veux parler des services publics sont à l'arrêt, la plupart de nos entreprises privées qui payent des taxes sont à l'arrêt, je veux dire également que, le système du transport est également à l'arrêt. Et quand le système de transport est à l'arrêt, cela veut dire que jusqu'au dernier village de la République de Guinée est impacté », a déclaré le locataire du palais de la Colombe. Espérons vivement que le CNRD et son gouvernement, avec l'accompagnement des partenaires, sauront rassurer par des actes pour remonter avec courage cette pente, dans l'intérêt de la Guinée et des Guinéens.

Kéfina Diakité

PAGE NOIRE

Le journaliste Aly Badara Condé tire sa révérence !

La mort, la faucheuse, vient de frapper à nouveau à la porte de la presse guinéenne. Le journaliste Aly Badara Condé qui a fait les beaux jours du Groupe de presse «L'Indépendant/Le Démocrate» est décédé le lundi 25 décembre 2023 des suites d'AVC à l'hôpital national Ignace Deen, à l'âge de 46 ans.



Tous ceux qui l'ont connu et pratiqué le présentent comme un journaliste responsable et professionnel. C'était aussi un grand boss, un homme social, attachant, fidèle en amitié, un père et un époux attentionné. Celui que l'on appelait affectueusement par ses initiales, ABC, aura été un reporter aguerri qui forçait l'admiration par son sérieux. Sous le régime déchu, Aly Badara Condé a offert ses bons et loyaux services au département de Communication de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). De 2022 à son décès brutal, le lundi 25 décembre 2023, il occupait le poste de chef service adjoint de la Communication de l'Office guinéen de publicité (OGP). Le mardi 26 décembre 2023, après la levée du corps à l'hôpital Ignace Deen à 11 heures, il a été conduit à sa dernière demeure, par une foule inconsolable de parents, d'amis, et de collaborateurs, après la prière de 14 heures, à Enta-SOS. Il laisse derrière lui une veuve et quatre enfants (2 filles et 2

garçons). Dans les différents témoignages, notamment celui du Directeur général de l'OGP, Mandian Sidibé, de celui de ses amis de la presse, et celui de sa fille aînée, Aly Badara Condé a été décrit comme un journaliste qui a aimé profondément son métier, un bon collaborateur et un père de famille exemplaire. À cette douloureuse occasion, la rédaction de l'Aigleinfos présente ses sincères condoléances à ses familles biologique et professionnelle. Que son âme repose en paix et que la terre de Guinée qu'il a servie avec amour et loyauté lui soit légère. Et comme dit l'autre, quand on a bien vécu, la mort est une victoire, le cercueil un char de triomphe. Dors en paix Aly Badara Condé «ABC», l'enfant de Fadama (préfecture de Kouroussa).

Kéfina Diakité

L'Aigle Infos



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général & Directeur de Publication

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Rédacteur en Chef
Ali Badara Condé

Secrétaire Général de la Rédaction
Sékou Condé

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Sammel M'Bemba, Samory Kéita, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saidou Barry, Mohamed Lamine Camara, Sékou Condé

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Mohamed Lamine Camara
654 75 56 50

Imprimeur
Arbaba Barry
628463493

Imprimerie
Le Scribe

Distribution
L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lisez le journal
numérique sur le site
KéfinaFasso
Votre site indépendant d'information tous azimuts



CÉLÉBRATION DE NOËL

La Paroisse sainte Odile de Simbaya a fait un geste aux sinistres de Kaloum

Les fidèles chrétiens de Guinée, à l'instar de leurs coreligionnaires du monde, ont célébré la naissance de Jésus Christ, appelée Noël. Cette fête intervient à un moment où le pays est en deuil suite à l'explosion du dépôt principal d'hydrocarbures de Kaloum. A la Paroisse Sainte Odile de Simbaya, les prières ont été dédiées à la cause de nos compatriotes qui ont péri dans ce drame. Le vicaire de ladite église qui a accordé une interview à votre quotidien, exprime sa solidarité au peuple de Guinée.

L'Aigleinfos : La communauté chrétienne de la Guinée a célébré lundi 25 décembre, la fête de Noël. Cette fête qui marque la naissance du Seigneur Jésus Christ. Comment vous l'avez passée avec les fidèles ?

Vicaire Justin Dossou : Nous avons essayé de partager avec nos fidèles ce qui fait le cœur même de cette fête. En cette solennité de la nativité de notre seigneur Jésus, nous célébrons un mystère central de la foi chrétienne, le mystère de l'incarnation. Dieu s'est fait homme pour que l'humanité soit sauvée. Dieu a tant aimé le monde qu'il a envoyé son fils unique pour que le monde soit sauvé. Et donc en venant dans ce monde, c'est la paix que Dieu nous apporte. En venant dans ce monde c'est la tendresse que Jésus nous apporte. Mais cette paix, cette tendresse, cet amour qu'il nous apporte, nous sommes appelés surtout en tant que chrétiens non seulement à accueillir cette paix-là, à accueillir cette joie, mais aussi à donner cette paix et à donner cette joie. Donc accueillir et donner. Noël c'est toutes les fois où nous posons de bons



actes. C'est toutes les fois où nous acceptons d'essuyer les larmes de ceux qui pleurent. Noël c'est toutes les fois où nous visitons un malade, c'est toutes les fois où nous acceptons de partager ce que nous avons avec les pauvres. Donc la fête de Noël ne se limite pas seulement à aujourd'hui mais dans la vie du chrétien, Noël c'est chaque jour et pour toujours.

L'Aigleinfos : Depuis la nuit du 17 au 18 décembre, des citoyens de Kaloum ont été

frappés par une explosion au dépôt d'hydrocarbures. Ce drame continue encore de faire des victimes. En tant que religieux, comment vous observer tout cela ?

Vicaire Justin Dossou : C'est une situation déplorable qui invite chacun à avoir une compassion envers les victimes. Ce qui invite à avoir un élan de solidarité à la population de Kaloum. Au-delà de la solidarité matérielle, il faudrait prier pour les victimes et leurs parents afin que Dieu

lui-même soit leur consolation. Prions aussi que de telle situation ne se reproduise pas. Que Dieu mette dans nos attitudes, la prudence en tout ce que nous faisons.

L'Aigleinfos : Dans la messe que vous avez dite aujourd'hui, qu'est-ce que vous avez fait comme geste aux victimes de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Kaloum ?

Vicaire Justin Dossou : Toute la paroisse a contribué

dans le soutien des sinistres. Une quête particulière a été faite pour que ceux-là et celles-là qui ont tout perdu puissent obtenir soulagement avec cette petite contribution que notre paroisse veut faire ces jours.

L'Aigleinfos : Vous avez prié dans une église en chantier depuis plus de deux ans. Laquelle église dont les places devraient passer de 625 à 1235. Quel appel avez-vous à lancer aux bonnes volontés pour la finition de ces travaux ?

Vicaire Justin Dossou : L'église est en construction et des efforts énormes sont fournis par les fidèles. Chacun fait ce qu'il peut pour qu'elle soit construite. Donc, l'appel est lancé à tout chrétien et les non-chrétiens qui peuvent participer à la construction de cette église. Nous disons déjà merci à ceux-là qui ont tendu la main.

L'Aigleinfos : Merci à vous Père Justin Dossou, Vicaire à la Paroisse Sainte-Odile de Simbaya.

Vicaire Justin Dossou : C'est moi qui vous remercie !

ENTRETIEN REALISE PAR SAMUEL DEMBA. D

EXPLOSION DU DÉPÔT DE CARBURANT

« La situation est grave » (Dr Goumou, chef du gouvernement)

À travers cette sortie d'un Premier ministre de la transition, on est encore loin d'imaginer la fin de ce drame qui s'est produit dans la presqu'île de Kaloum. « La situation est grave », ce sont des propos tenus le vendredi 22 décembre 2023 par Dr Bernard Goumou ; devant les Conseillers nationaux de la transition à l'hémicycle du Palais du peuple où il a pris part à la présentation de la Loi de Finances Initiale exercice 2024. Le chef du gouvernement a décrit la crise que traverse le pays.

« Aujourd'hui, en regardant l'évolution de la crise, je peux vous affirmer que nous traversons une tragédie. Dans le sens où la plupart de nos ministères, je veux parler des services publics sont à l'arrêt, la plupart de nos entreprises privées qui payent des taxes sont à l'arrêt, je veux dire également que, le système du

transport est également à l'arrêt. Et quand le système de transport est à l'arrêt, cela veut dire que jusqu'au dernier village de la République de Guinée est impacté. Et cela, si le gouvernement ne prend pas de mesures idoines, nous pourrions constater des crises suite à l'augmentation des produits de première

nécessité. Monsieur le Président, pourquoi j'attire votre attention, la situation est grave. La plupart de nos compatriotes sont sous les décombres. Aujourd'hui, nous ne savons pas exactement combien de Guinéens ont perdu la vie », a-t-il déclaré.

Le Premier ministre demande aux guinéens de rester unis

pour surmonter ces moments difficiles. Selon lui, la solution à cette crise n'est pas pour maintenant mais en tant qu'Etat souverain, la Guinée doit faire face à ses problèmes à un moment donné.

« Au vu de l'ampleur de l'explosion, des bâtiments ont été durablement affectés, des services spécialisés ont

suggéré que nos compatriotes ne puissent pas encore regagner leurs demeures pour ne pas encore aggraver la situation. Nous avons été frappés oui c'est vrai mais nous sommes un peuple souverain, nous devons encore rester debout comme l'a dit le chef de l'Etat. C'est le moment où nous devons renforcer notre unité et notre solidarité pour traverser cette crise.

Cette crise, les impacts sont énormes. Ce n'est pas aujourd'hui ni demain qu'on va trouver toutes les solutions pour la résoudre. Cela va prendre du temps afin que nous revenions exactement à la normale », a alerté le Premier ministre Bernard Goumou.

SAMUEL DEMBA. D



INCENDIE AU DÉPÔT DE CARBURANT DE KALOUM

« Ce n'est pas ce genre de discours qu'il faut tenir en temps de crise » (Ibrahima Balaya, FFSG)

Les réactions n'ont pas tardé suite à l'adresse à la nation du Président de la transition, près d'une semaine après le sinistre de Kaloum. Si certains ont été soulagés de cette sortie du Colonel Mamadi Doumbouya, tel n'est pas le cas chez l'activiste Ibrahima Balaya Diallo. Ce membre du Forum des Forces Sociales de Guinée s'est confié à votre quotidien sur ce sujet.



L'Aigleinfos : Une semaine après l'explosion survenue au dépôt d'hydrocarbures de Kaloum, quel regard portez-vous sur la gestion de cette crise par les autorités de la transition ?

Ibrahima Balaya Diallo : Je pense qu'en termes de gestion de crise, le gouvernement du CNRD n'a pas su répondre favorablement parce qu'ils ont déjà mis du temps pour réagir, ce qui est un fait car dans ce genre de crise il faut réagir immédiatement pour rassurer les populations et éviter les spéculations. Or, nous en avons eu beaucoup à tel point qu'on avait des milliers de spéculations par rapport à la crise.

L'Aigleinfos : Le gouvernement a mis du temps pour autoriser les stations-service à approvisionner la population alors que les guinéens vivent au jour le jour malgré cette flambée du prix du litre d'essence sur le marché noir. Comment vous avez vécu toute cette situation ?

Ibrahima Balaya Diallo : Ce retour au niveau des stations-

service était comme si nous étions dans les pays communistes. Cinq litres pour les motos et vingt-cinq litres pour les véhicules, on dirait les années 70. Quand le carburant n'est pas là, c'est tout le tissu social et économique qui est affecté. Je pense qu'on aurait dû dépasser cela.

L'Aigleinfos : Au sein du Forum des Forces Sociales, vous vous êtes indignés contre le silence du président de la transition et l'interpeller à ce qu'il prenne la parole, ce qui a été finalement fait. Quels sont les griefs que vous portez à ce discours ?

Ibrahima Balaya Diallo : Je pense que dans un contexte de crise, il y a des mots qu'on utilise et il y a même des postures qu'on prend mais il y a aussi le timing qu'on prend pour la réaction. Le lundi soir à 20H, il aurait dû s'adresser à la nation dans une autre posture pas celle avec laquelle il était. On sentait même qu'il n'était pas à l'aise. Tout cela, les gens prennent à la légère mais cela a des conséquences. S'il avait réagi dès le lundi, on saurait que c'est le chef qui a parlé, cela peut rassurer. Mais regardez

comment tout cela a créé en amont. Des gens ont dit qu'on n'a pas de gouvernement, pas de président et cette transition n'en vaut pas la peine, c'est parce qu'il a eu un vide avant sa réaction.

Maintenant, le contenu du discours. Je l'ai écouté quatre cinq minutes et je me suis dit qu'en temps de crise, ce n'est pas ce genre de discours qu'il faut tenir. Ses conseillers en communication ne devraient pas rédiger un discours de la sorte. Mais au FFSG, on avait déjà averti. Plus une transition dure, plus elle pose problème. Aujourd'hui, il y a une forme de lassitude dans cette transition qui mérite qu'on accélère le pas parce que le pays est à l'arrêt. Déjà il l'était mais il y avait un fléchissement.

L'Aigleinfos : Une chaîne de solidarité s'est créée autour de ce drame. Des pays voisins et dans le monde continuent d'apporter leurs soutiens matériels, financiers et humains à la Guinée pour donner de l'espoir, de la force et aux autorités. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Ibrahima Balaya Diallo : J'ai été agréablement surpris par la spontanéité avec laquelle les pays voisins, la France, les États-Unis et les autres pays ont éprouvé en signe de solidarité à la Guinée. J'ai vu des guinéens mettre leurs voitures, maisons pour héberger les sinistrés. Cela m'a vraiment plu. Les gens ne se sont même pas posé la question de savoir à quelle ethnie ou communauté telle et telle personne appartient. Ça veut dire que la Guinée est vraiment une famille.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ibrahima Balaya Diallo, responsable de communication du FFSG.

Ibrahima Balaya Diallo : C'est moi qui vous remercie !

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SAMUEL DEMBA. D

Présentation du projet de Loi de finances 2024 au CNT

Le Ministre du budget dégage les priorités du gouvernement

Le Gouvernement de la transition a présenté, le budget de l'exercice 2024 au Conseil National de la Transition. C'était à l'occasion de la présentation de la Loi de Finances Initiales 2024, en présence de Dr Bernard Goumou, PM. Les priorités du Gouvernement sont l'atteinte des objectifs économiques et financiers définis dans le Programme de Référence Intérimaire (PRI), à travers la poursuite des réformes structurelles et le soutien à l'activité économique et aux ménages.

Le Projet de Loi de Finances 2024 est structuré autour de ces hypothèses qui ont inspiré les mesures spécifiques indiquées dans les orientations du Premier Ministre, qui sont entre autres : accroître significativement le niveau de mobilisation des recettes fiscales de manière à atteindre un taux de pression fiscale de 13.25% en 2024 ; assurer la relance économique à travers le soutien aux entreprises et aux ménages, pour contenir les chocs économiques des crises en cours; poursuivre les réformes et mesures de sécurisation des recettes ; déployer des plans de modernisation des régies financières ; allouer au moins 20% des dépenses de biens et services du budget des départements aux services déconcentrés ; réaffirmer le caractère prioritaire des investissements en les maintenant à un taux supérieur à 35% des dépenses totales du budget de l'Etat ; limiter le déficit budgétaire autour de 3.62% du PIB ; poursuivre l'apurement de la dette intérieure (dettes fournisseurs) afin d'améliorer le climat des affaires ; prévoir une dotation conséquente pour l'exécution du chronogramme de la Transition ; revoir à la baisse de plus de 1000 milliards la subvention du prix de consommation de l'électricité ; poursuivre l'effort d'augmentation des dépenses de santé et d'éducation pour les porter à 20% des dépenses de l'Etat ; accroître le niveau des dépenses du secteur de développement rural

(Agriculture, élevage, pêche et environnement) en le portant au minimum à 8% des dépenses de l'Etat.

Au titre des recettes, les prévisions sont estimées à 30 388,58 Mds contre 29 029,32 Mds dans la Loi de Finances Rectificative (LFR) 2023, soit une augmentation de 1 359.26 Mds (+4,68%). Par rapport aux prévisions en loi de finances initiale de 2023, cet accroissement se situe à 8,9%. Cette prévision de recettes se décompose en budget général pour 29 339.94 et en budget d'affectation spéciale (BAS) pour 1 048,64 Mds.

Concernant les dépenses, elles passent de 37 249,45 Mds en Loi de Finances Rectificative 2023 à 38 030.22 Mds en 2024, soit une augmentation de 780.77 Mds (+2.10%). Les dépenses s'établissent à 18.72% et s'inscrivent dans la recherche d'une plus grande efficacité dans la gestion axée sur les résultats, afin d'assurer un service public de qualité.

Les dépenses du budget général augmentent de 929,28 Mds par rapport à la LFR 2023 tandis que les charges des budgets d'affectation spéciale enregistrent une baisse de 12,41% par rapport à celles de la LFR 2023, due aux BAS FCE.

C'est en quelque sorte le condensé de la communication de Dr Lanciné Condé, Ministre du Budget.

SAMUEL DEMBA. D

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

INCENDIE À KALOUM

« Alpha Condé est l'une des causes de ce qui est arrivé » (Mamadou Sylla, UDG)

C'est une accusation grave qui vient d'être portée contre le président du RPG ARC-EN-CIEL. Elh. Mamadou Sylla jusque-là silencieux suite à l'explosion survenue au dépôt d'hydrocarbures de Kaloum, vient de réagir à ce drame. Le président de l'UDG a porté la responsabilité de cet incendie qui a frappé les habitants, sur Alpha Condé.



A lors qu'une enquête a été ouverte par le Procureur Général de la Cour d'Appel de Conakry pour situer les responsabilités de ce drame qui continue d'endeuiller les familles, l'ancien chef de file de l'opposition vient peut-être de vendre la mèche. Selon Mamadou Sylla, cet incendie qui s'est produit au dépôt principal d'hydrocarbures de Kaloum

était bien évitable si les dirigeants du régime déchu avaient la volonté.

« Quand le gouvernement de feu président Général Lansana Conté avait lancé la construction de la cité chemin de fer, je fus l'un des premiers guinéens à proposer la délocalisation de ce dépôt, démontrant avec mes techniciens d'alors le danger que cela représentait en gardant ce

dépôt tout près des habitations et services. Le président Conté m'a compris, et j'avais obtenu un accord-cadre tripartite gouvernement, secteur privé et partenaires pour la construction d'un dépôt d'hydrocarbures moderne en mer en face du Petit bateau. A cet effet, un décret d'octroi d'un domaine au petit Bateau avec prolongement en mer pouvant servir de lieu de

construction des bacs à dépotage avait été signé par le président Conté. Des études de faisabilité avaient été faites par mon entreprise COGEST en collaboration avec mes partenaires Suisses. Le fonds de garantie de financement du projet avait été versé par ma société à une banque suisse. Le financement était bouclé et prêt. J'avais commandé 300 camions bennes à cet effet, ce qui m'avait coûté des millions de devises.

Mais le décès du président Lansana Conté est intervenu avant la date du démarrage des travaux. Les partenaires avaient conseillé d'arrêter le processus pendant la transition », a fait savoir le président de la CORED.

Sans langue de bois, Mamadou Sylla alias Sylla Patronat met la responsabilité de ce malheur sur Alpha Condé qui a dirigé pendant onze, la Guinée.

« À l'arrivée au pouvoir du professeur Alpha Condé, en 2010, à ma grande

surprise, ce projet avait été détourné au profit de la construction sur la terre ferme qui devrait servir de la pénétrante au dit dépôt ; d'une usine d'emballage de denrées alimentaires avec des promoteurs étrangers.

C'est pourquoi je dis que l'ancien président Alpha Condé est l'une des causes de ce qui est arrivé. Parce qu'il a toujours voulu privilégier les projets des étrangers au détriment des nationaux et de l'intérêt de la population. Pourtant un chef d'Etat c'est la prévention, c'est l'anticipation, c'est la promotion des entreprises locales pour la protection de l'intérêt général du peuple », a-t-il accusé.

À part ces accusations de l'opposant, aucun indice ou piste n'a encore été trouvé par les autorités de la transition sur l'origine de ce drame. Sylla Patronat les invite à situer les responsabilités avant de présenter ses condoléances aux victimes et leurs familles.

« Je demande donc aux autorités de la transition de faire toute la lumière sur cette affaire, mais et surtout doter la Guinée d'un ou des dépôts d'hydrocarbures modernes aux normes standards afin d'éviter désormais un tel drame aux populations guinéennes.

Pour terminer, je suis profondément touché par cet incendie mortel du dépôt des Hydrocarbures de Kaloum qui a causé des pertes en vie humaine, des blessés et de dégâts matériels considérables. Je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes, tout en souhaitant prompt rétablissement aux blessés », peut-on lire sur sa page Facebook. Soyons solidaires aux habitants de Kaloum.

CAN 2023

La liste des 25 joueurs retenus par le sélectionneur du Syli national

Le samedi 23 décembre 2023, sur le plateau de la télévision nationale, le sélectionneur du Syli national, Kaba Diawara, a communiqué la liste des 25 joueurs retenus pour la phase finale de la CAN de football prévue du 13 janvier au 11 février 2024, en Côte d'Ivoire, le pays des Éléphants.

Nous vous proposons la liste des 25 joueurs qui auront la lourde tâche de défendre le tricolore guinéen en Côte d'Ivoire. Ce sont trois gardiens (Aly Keita, Moussa Camara, Ibrahima Koné); huit défenseurs (Antoine Conté, Ibrahima Diakité, Issiaga Sylla, Sékou Oumar Sylla, Mouctar Diakhaby, Julian Jeanvier, Saïdou Sow,

Mohamed Ali Camara); huit milieux (Amadou Diawara, Seydouba Cissé, Aguibou Camara, Naby Keita, Abdoulaye Touré, Moriba Kourouma, Mory Konaté, Karim Cissé) et six attaquants (François Kamano, Morgan Guilavogui, Serhou Guirassy, Mohamed Bayo, Facinet Conté,

José Martinez Kanté).

Comme on peut bien le constater, les grands absents de cette liste sont: Morlaye Sylla, Mady Camara, Naby Youssouf Oularé et Ibrahima Cissé.

La Guinée évoluera dans la poule C en compagnie du Sénégal (tenant du titre), du Cameroun et de la Gambie.

À rappeler que depuis la finale perdue en 1976 en Éthiopie, le Syli national de Guinée peine toujours à inscrire son nom au palmarès de la Coupe d'Afrique des Nations de football. Espérons vivement qu'il parviendra cette fois-ci à vaincre le signe indien.

Kèfina Diakité

SAMUEL DEMBA. D

PROJET DE BUDGET DE L'EXERCICE 2024

Les observations du président du CNT

Les débats sur la Loi de finances 2024 se sont ouverts le vendredi, 22 décembre 2023, à l'hémicycle du palais du peuple, en présence des membres du gouvernement et des conseillers nationaux. Dans son discours de circonstance, le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, a indiqué que ce qui est demandé à son institution, c'est un vrai sursaut national. Le drame de Kaloum était dans les esprits.



« Le peuple guinéen, encore une fois, a été à la hauteur de son histoire. Or, être à la hauteur de l'histoire est une exigence immense, je dirai sublime. L'hémicycle est le lieu, pour nous, de nous incliner pieusement devant la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires, des tragiques événements liés à cette catastrophe. A chacune des familles endeuillées, nous adressons nos sincères condoléances. Aussi, pour le repos de l'âme des disparus, joignons-nous aux familles de Kaloum et au Président de la République, pour de ferventes prières durant ces trois jours de deuil décrétés», dira le président du CNT, Dr Dansa Kourouma.

« Ce qui nous est demandé, à l'occasion de l'examen budgétaire, c'est un vrai sursaut national qui devra permettre aux législateurs que nous sommes, d'offrir à la République de Guinée les prémisses ostensibles du succès éclatant du processus de transition. Pour ces raisons, chers collègues, l'audace, l'abnégation, la diligence et le patriotisme doivent être et demeurer notre unique et

permanent crédo. Cette disposition fera nécessairement appel à des valeurs éthiques comme l'exemplarité, qui se traduit par, entre autres, la disponibilité, la ponctualité et l'assiduité aux travaux.

Aussi faut-il souligner que le projet de Budget de l'exercice 2024 met, comme celui des années précédentes, l'accent sur des programmes et des projets à fort impact et à effets durables, qui répondent aux besoins prioritaires et stratégiques de l'État guinéen... Nous avons le privilège de contrôler, pour réaliser une croissance et une émergence, qui profitent à tous. Une croissance et une émergence qui signifient que tous les citoyens de la République de Guinée ont accès aux services à tous les services sociaux de base, dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. Notre budget, par l'objectivité et la profondeur de nos analyses, doit être sincère et constructif et, à la fin, nous pourrions clamer que c'est la Guinée qui gagne», a déclaré Dr Dansa Kourouma.

Mamadou Saïdou

FRONT ANTI-3^{ÈME} MANDAT

Mouctar Diallo des NFD recadré par Sékou Koundouno du FNDC

Mouctar Diallo, ancien ministre d'Alpha Condé et leader des NFD, dans son livre intitulé « Mon Engagement », a taclé le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC). Pour lui, les principaux responsables de ce mouvement interdit officiellement par le MATD ne seraient que des laquais, manquant de courage et d'honnêteté pour assumer leurs actions. Ce qui a fait réagir Sékou Koundouno. Dans une tribune publiée dans la presse, le responsable des stratégies et planification du FNDC s'est demandé s'il est vraiment utile de répondre à Mouctar Diallo. Lisez...

« Certains diraient qu'il ne mérite aucune réponse puisqu'aux yeux des Guinéens, il ne pèse et ne représente plus rien et que ses déclarations ne visent qu'à lui faire exister politiquement.

Mais des individus malfaisants de son espèce n'ont droit à aucun répit. Quand on analyse les faits, gestes et propos de Mouctar Diallo, on s'aperçoit aisément qu'il comprend lui-même que son avenir – pas seulement politique – est irrémédiablement compromis à l'exception de l'accident du parcours de 2013 où il a fallu se faire remorquer dans les wagons d'un autre parti politique pour se faire élire député.

Aujourd'hui, tous les combattants de la liberté et de la démocratie regrettent d'avoir été associés à des gens comme lui. Des individus qui ne se battaient ni par conviction ni pour l'intérêt général mais qui profitaient de l'engagement citoyen de millions de guinéens pour se faire remarquer et obtenir des postes et avantages.

D'ailleurs, que peut-on attendre d'un individu comme Mouctar Diallo ? Pas grand-chose à mon sens. Une âme en peine, un personnage totalement déboussolé. Il pense que pour rester au-devant de la scène, retrouver la considération qu'il a perdue à jamais et pour mériter la clémence des sympathisants de la nébuleuse CNRD, il faut aller plus loin encore dans l'arrogance, les excès et la démesure dans les propos et même dans les actes orientés sur des acteurs qui ont démontré une posture constante pour leur pays.

Après s'être révélé aux yeux des Guinéens en soutenant cyniquement et honteusement « un troisième mandat illicite » alors même que les dispositions constitutionnelles interdisaient cette aventure dangereuse, Mouctar Diallo, a définitivement perdu le nord.

Cet affabulateur et imposteur



en chef, a l'outrecuidance de vomir sur le FNDC alors que les Guinéens vivent aujourd'hui les dérives de la folie de conservation de pouvoir par une cohorte d'individus sans foi, ni éthique, comme du reste Mouctar Diallo.

Celui qui passait tout son temps à faire la courbette en soutenant et accompagnant un troisième mandat illégal et impopulaire du régime déchu, celui qui a trahi ses propres convictions, n'étonne plus personne. Comme on le dit, le temps permet de révéler la vraie face de tout un chacun. Personne ne peut cacher indéfiniment sa vraie nature.

Rappelons à cet apprenti politicien que le FNDC est une entité qui jouit du respect, de la considération et de l'admiration de tous les citoyens-pro démocratie de Guinée, d'Afrique et du monde.

Il sied de remettre à sa place, Mouctar qui, sans vertu aucune n'hésite pas un seul instant à débiter des contre-vérités tous azimuts.

Le FNDC, en faisant preuve de constance dans son combat, défend des valeurs qui lui sont

chevillées au corps, reste indéboulovable sur ses principes et ne monnaie pas ses convictions au premier venu comme le fait le soldat Mouctar qui semble s'être vendu à bien vil prix.

Ce mercenaire de Mouctar Diallo qui renie tout pour se faire toujours remorquer, ne saurait détruire la crédibilité du FNDC, de ses responsables par des raccourcis, des accusations farfelues et des rafistolages mineurs.

D'ailleurs, la postérité se souviendra du soldat Mouctar comme un nain politicien opportuniste, qui s'attaque à ses alliés d'hier pour faire un clin d'œil aux tenants du pouvoir même diabolique.

L'histoire politique de notre pays retiendra cet homme aux rangs de piètres personnages politiques de Guinée connus et reconnus comme des contre-valeurs.

Puisse Dieu sauver l'âme égarée du soldat mercenaire Mouctar ! Amen ! », a réagi Sékou Koundouno, le responsable des stratégies et planification du FNDC.

Kéfina Diakité

RPG ARC-EN-CIEL

Le parti et ses alliés alertent sur la situation de leurs cadres détenus à la maison centrale

Le samedi, 23 décembre 2023, le RPG Arc-en-ciel et ses alliés ont fait part de leur solidarité envers les victimes de l'explosion du 18 décembre dernier, et ont attiré l'attention des autorités sur la situation de leurs cadres détenus à la maison centrale de Coronthie depuis de longs mois. C'était à travers une déclaration rendue publique à son siège.

« La Direction Nationale du RPG-Arc-en-Ciel et Alliés ont appris avec tristesse l'incendie grave survenue au dépôt d'hydrocarbure de Kaloum, précisément dans le quartier Coronthie, dans la nuit du 17 au 18 décembre 2023. A cette douloureuse occasion, le RPG Arc-en-ciel et alliés présentent leurs condoléances émues aux familles de toutes les personnes décédées et prions pour le repos de leurs âmes. Que le Tout-puissant les accepte dans son paradis. Amin! Le RPG-Arc-en-ciel et alliés souhaitent prompt rétablissement à tous les blessés graves ou légers», peut-on lire dans ladite déclaration.

Le RPG-Arc-en-ciel et ses alliés ont attiré l'attention des autorités de la transition sur la situation particulière et grave



qui pèse sur les responsables du parti incarcérés depuis plus de deux ans à la maison centrale, non loin du dépôt de

carburant en question.

« Nous signalons qu'avec l'ampleur de l'incendie et la force de l'explosion, le toit de

leur cellule est tombé pendant qu'ils dormaient. En conséquence la direction nationale du parti et ses alliés

demandent vivement leur libération, même s'ils doivent se présenter devant le juge au besoin, car actuellement ils sont dans une insécurité totale», ont-ils indiqué, exigeant que toute la lumière soit faite sur ce drame.

« Le RPG-Arc-ciel et Alliés demandent à toutes les Guinéennes et à tous les Guinéens épris de paix et de justice de se donner les mains pour que plus jamais ça dans notre pays. Pour ce faire nous devons ensemble conjuguer nos efforts afin de mettre hors d'état de nuire les forces du mal et leurs commanditaires tapis dans l'ombre qui sont à la base de ce genre de drame », ont écrit dans leur déclaration le RPG Arc-en-ciel et ses alliés.

Kèfina Diakité

OIF

Le Niger suspend sa coopération avec l'Organisation

Le Niger a suspendu toute coopération avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ont annoncé ses chefs militaires, alors que Niamey rompt progressivement ses liens avec l'ancienne puissance colonisatrice, la France.

L'organisation, qui compte 88 membres, « a toujours été utilisée par la France comme un instrument de défense des intérêts français », a déclaré un porte-parole de la junte au pouvoir au Niger à la télévision nationale dimanche.

« Le gouvernement du Niger appelle les peuples africains à décoloniser leurs esprits et à promouvoir leurs propres langues nationales conformément aux idées des pères fondateurs du panafricanisme », indique le

communiqué de la junte.

L'OIF avait déjà suspendu la majeure partie de sa coopération avec le Niger la semaine dernière en raison du coup d'État, mais elle a déclaré qu'elle maintiendrait les programmes « bénéficiant directement aux populations civiles et ceux contribuant à la restauration de la démocratie ».

La mission déclarée de l'organisation est de promouvoir la langue française, de soutenir la paix et la

démocratie, et d'encourager l'éducation et le développement dans les pays francophones du monde entier, dont beaucoup sont d'anciennes colonies françaises.

La junte a pris le pouvoir lors d'un coup d'État en juillet 2023, qui a été fermement condamné par la France et d'autres alliés occidentaux. Niamey a expulsé les troupes françaises qui aidaient à combattre les jihadistes dans le pays.

Dans un autre communiqué dimanche, la junte a indiqué qu'elle ne pas encore avoir décidé de la durée de son maintien au pouvoir, mais que la durée de la transition serait déterminée à l'issue d'un dialogue national ouvert à tous, dont la date n'est pas encore précisée.

AFP



« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien. »

INCENDIE DE KALOUM

Le regard de l'ex-Premier ministre Kabiné Komara

Dans une tribune intitulée "Incendie de Kaloum : Baraka, Résilience et Solidarité", l'ex-Premier ministre Kabiné Komara jette un regard et fait des observations sur le drame survenu dans la nuit du 17 au 18 décembre à Coronthie, dans la commune de Kaloum.

«Le tragique incendie du dépôt central d'hydrocarbures qui vient de frapper notre pays Guinée constitue un évènement d'une grande et exceptionnelle gravité. En effet, du 18 au 23 décembre 2023, sur les 18 bacs de stockage contenant au total 132 600 m³ de produits pétroliers, 13 ont entièrement brûlé.

Le pire est que parmi les treize bacs perdus se trouvaient les 11 bacs contenant tout le stock d'essence et le seul bac contenant le kérosène pour les avions. Ainsi, au terme de la tragédie, il ne reste que quatre bacs contenant du gas-oil et un bac contenant du HFO pour les centrales.

La catastrophe s'est soldée par la perte de 23 vies humaines, 241 blessés et des dégâts matériels conséquents qui ont surtout impacté les concessions de Coronthie et les immeubles du voisinage.

Nous implorons la grâce divine pour l'âme de nos chers disparus et exprimons notre sincère compassion pour tous les blessés et les impactés.

Il est heureux que les secours se soient mobilisés assez rapidement dès une heure du matin sous la houlette d'un comité gouvernemental de crise et que le Chef de l'État ait décrété trois jours de deuil à la mémoire de nos disparus.

L'analyse de cette grande catastrophe nous amène à reconnaître que le déroulement de l'évènement nous a permis de capitaliser au niveau de notre pays trois grandes valeurs qui peuvent transformer notre future.

À savoir : **la Baraka, la Résilience et la Solidarité.**

La première de ses valeurs est la BARAKA qui a circonscrit la catastrophe. En effet, cette Baraka a fait que la tragédie est intervenue la nuit vers zéro heure, un moment où le



centre-ville s'était vidée de sa population et la circulation était quasiment inexistante.

Si cette tragédie avait eu lieu la journée, les dégâts auraient été colossaux.

En effet, les dépôts sont logés dans la presqu'île de Kaloum, un bout de terre exiguë qui ne fait que 600 ha et 15 km de périmètre. La circulation y est très dense avec des pointes de 4 000 à 6 000 entrants par heure dans la presqu'île dont le tiers emprunte la corniche passant devant les dépôts d'hydrocarbure qui vient de brûler.

Centre névralgique du pays grouillant du monde de 7h du matin à 21h, une explosion en plein jour et qui ferait consumer tant de litres de Carburant 40 000 m³ aurait créé une panique dont les dégâts matériels et humains auraient été inestimables, de même si la tragédie avait eu lieu au moment le vent soufflait fort sur la presqu'île le feu se serait propagé presque instantanément sur toute la presqu'île, voire jusqu'au-delà.

Remercions le Créateur

que la Baraka ait fait survenir cet incendie de nuit sans être accompagné de vent et ait donné une certaine chance à notre capitale et à notre pays de se relever.

Résilience dans tout autre pays.

Une tragédie qui attaque à la fois de produits inflammables situés à moins de 200 à 300 mètres des habitations, même de nuit, aurait pu se solder par un tourbillon de panique, d'attaque et même de règlement de compte de la part de personnes mal intentionnées, pour qui se rappelle ce qui est arrivée au Congo-Brazzaville 11 mars 2012 et dans l'enceinte du port de Beyrouth 4 août 2020.

On comprendra que dans leur grand désarroi, les populations riveraines du dépôt qui a pris feu ont fait preuve d'un remarquable sens de résilience, ceci démontre à quel point les épreuves les plus imprévisibles sont capables de révéler des qualités extraordinaires de stoïcité d'une population qui a su prendre la mesure du drame et s'orienter avec l'aide des secouristes vers

les zones de replis. Peu de population aurait eu une telle attitude de grand stoïcité.

Solidarité.

La tragédie de l'incendie du dépôt de carburant, loin de fissurer le tissu social, a au contraire révélé l'extraordinaire capacité des guinéens à se donner la main pour venir en aide aux populations impactées dans un élan de générosité. Ceci prouve que les guinéens quelque part tiennent à traduire en acte concret le troisième thème de leur devise, la solidarité.

Il est en effet merveilleux de constater le flow de personnes de bonnes volontés qui ont effectué des dons de diverses natures pour soulager et épancher le sinistre qui s'est abattu sur nos compatriotes affectés. Il est même étonnant d'admirer de noter que même les bureaux qui ont été éventrés non pas subit d'attaque de malfaiteurs.

C'est cette Guinée faisant preuve de tant de dignité et de profondes valeurs humaines en cette période difficile que nous devons avoir à cœur de solidifier et de perpétuer.

Cette Solidarité doit aller au-delà des personnes impactées à Conakry, car les conséquences de la tragédie touchent tout le pays et mettront du temps à être résorbé. Nous devons penser aux petites mains, aux populations rurales, à ceux dont le rôle est de donner à manger aux populations et aux déshérités.

Il en est ainsi des pêcheurs artisanaux qui travaillent dans les 284 débarcadères situés le long de nos côtes et qui auront de la peine pour aller pêcher en mer pour approvisionner les populations.

C'est aussi le cas des milliers de paysans dont les cultures sont à un stade où tout arrêt de travaux agricole (culture pomme de légumes, aviculteurs, etc.) compromettrait

définitivement les récoltes futures et leurs revenus, c'est aussi le cas de ces milliers de femmes et d'hommes qui se rendent quotidiennement dans le marché forain pour procéder aux échanges et approvisionner les différentes localités et marchés du pays.

C'est enfin le cas de toute catégorie de personnes surprises brutalement par cette tragédie et dont l'arrêt du déplacement ou de l'activité risque d'avoir des répercussions négatives et irréversibles sur leur parcours.

Nous devons aussi approfondir opportunément la solidarité internationale en demandant à la Cedeao de lever les sanctions financières pour que les pays voisins puissent nous fournir provisoirement du carburant sous forme de transit, c'est-à-dire en suspension de Taxes.

Continuons donc à approfondir et élargir l'élan de solidarité sur tous les fronts pour que les impacts soient de moins en moins ressentis en attendant que des solutions durables soient trouvées et que le pays tire les grandes leçons qu'il faut de cette amère tragédie. C'est à ce prix que les guinéens donneront la preuve qu'ils sont comme une vraie famille, autrement dit, comme les branches d'un arbre qui vont dans toutes les directions, mais qui proviennent d'une même racine.

En gratitude au créateur pour avoir maîtrisé ce drame, redoublons d'efforts dans les prières et la solidarité pour renforcer nos énergies en 2024 pour créer plus d'aisance dans les familles et contribuer au développement d'une Guinée pacifique et résiliente qui surprendra le monde. », a écrit Kabiné KOMARA, ex-Premier ministre.

Mamadou Oury

MINES

Des exonérations abusives relevées par le CNT

Le mardi 26 décembre 2023, lors de la plénière du CNT sur l'adoption du volet recette du projet de loi de finances 2024, les conseillers nationaux ont alerté le Chef de l'État sur la nécessité de revoir les conventions minières jugées préjudiciables au développement du pays et potentiellement dommageables pour les générations futures.



Dans le rapport détaillé de la Commission du Plan, des Affaires Financières et du Contrôle Budgétaire, il a été révélé un manque à gagner considérable de près de 8 000 milliards GNF en 2023, représentant 29,72% des recettes fiscales totales, y compris le Budget d'Affectation Spéciale (BAS) prévu dans le projet PLF 2024.

« À la lumière de ce qui précède et nonobstant l'Ordonnance O/2021 /001 / PRG/CNRD/SGG du 16 septembre 2021, portant prorogation des Lois Nationales, des Conventions, Traités et Accords Internationaux en vigueur à la date du 05 septembre 2021, le CNT attire l'attention du Chef de l'État sur la nécessité de la révision de ces conventions qui sont défavorables au développement du pays, et compromettantes pour l'avenir des futures générations. Il le rassure de son soutien total dans cette démarche », indique le rapport lu par l'honorable Fatima Camara.

Il est par ailleurs mentionné dans ledit rapport que sans ces exonérations minières, les recettes fiscales, y compris le BAS, se chiffrent à 34 920,98 milliards GNF au lieu des 26 920,98 milliards GNF actuels, et la pression fiscale serait de 17,19% au lieu des 13,25% prévus dans le projet de loi.

Il est à préciser que ces exonérations abusives n'émanent pas du régime actuel. Elles sont le fait du lourd passif minier des régimes précédents. Par ailleurs, grâce aux réformes des nouvelles autorités, les recettes minières sont passées de 3142, 22 Mds en 2020 à 4 272 Mds en 2022, soit une hausse de plus de 1000 Mds (35,95%)», a-t-elle précisé, soutenant que les progrès réalisés grâce aux réformes des nouvelles autorités témoignent d'une augmentation des recettes minières de 35,95% entre 2020 et 2022, passant de 3 142,22 milliards GNF à 4 272 milliards GNF.

Kèfina Diakité

SITUATION SOCIOPOLITIQUE GUINÉENNE

Le parti BAG lance un appel en vue de la décrispation de la crise

Abdoulaye Sadio BARRY est le président du parti Bloc pour l'Alternance en Guinée (B.A.G). Dans une tribune publiée dans la presse, il appelle à un pacte commun pour la paix et l'unité pour décriper la situation sociopolitique guinéenne.

« Chers compatriotes, après l'explosion dévastatrice du dépôt de carburant de Conakry, notre pays se trouve à la croisée des chemins. Cette tragédie a laissé une trace de désolation qui a affecté dangereusement, et peut être durablement, la vie de tant de nos compatriotes. Peut-on dénombrer à cet instant, le nombre de personnes qui ont dû abandonner leur paisible habitation dans ce quartier de Coronthie, et plus généralement à Kaloum. Ces compatriotes, sous l'effet de l'explosion, étaient forcés d'abandonner, dans les profondeurs de la nuit, leur domicile. Certaines victimes dont des enfants mineurs qui ont vu leurs parents dans les flammes ne se remettront pas si tôt de ces tragédies ;

Certes ces événements laisseront des cicatrices indélébiles dans notre conscience collective. Mais, au milieu de ce deuil, l'occasion nous est offerte de nous relever de ces cendres et de nous engager sur une nouvelle voie, vers un avenir inclusif, prospère et plus juste. Le temps des récriminations et des accusations doit être révolu ; celui de se taper dessus et s'infliger des douleurs et des pertes, entre nous Guinéens, doit être suspendu en ces moments de souffrance collective. Le moment est venu d'agir ensemble, de s'entraider et de placer les besoins de notre peuple au-dessus de tout le reste.

Nous appelons de tout cœur le CNRD et le président de la transition, d'entamer un processus de communication et d'échanges pacifiques avec tous les acteurs du pays, pour la construction d'UN PACTE d'UNITE inclusif, d'entraide et de solidarité. Cette solidarité prônée par notre devise (Travail-Justice-Solidarité) devra désormais être le vecteur catalyseur de notre volonté de conduire tous ensemble, notre pays vers la stabilité pérenne. Dans le cadre de ce pacte, nous invitons tous les acteurs du pays, à se concentrer sur les tâches urgentes suivantes

– Une aide immédiate pour les personnes directement touchées par la catastrophe et leur fournir le soutien financier et matériel dont elles ont désespérément besoin ;
– Ces mesures nationales de compassion, de solidarité (d'aide morale et matérielle) ne doivent pas concerner que les seules victimes de l'incendie à Kaloum, qui se chiffrent officiellement à une vingtaine de morts et quelques 200 blessés. Elles doivent être élargies aux victimes indirectes, qui ont subi les effets collatéraux de ces événements et qui parfois ont beaucoup voire, tout perdu.
– Des mesures à court terme devront être élaborées et mises en œuvre afin de relancer notre économie et d'atténuer les difficultés sociales qui affligent notre pays depuis trop longtemps ;
– Une feuille de route claire devra être établie pour déterminer l'AGENCEMENT des opérations de relance de l'économie nationale fortement impactée par ces incendies, et la tenue d'élections démocratiques, garantissant que les voix de notre peuple seront entendues et sa volonté respectée.

Un tel pacte créera un environnement sûr pour les aides et investissements étrangers, attirant les capitaux et le savoir-faire, afin de stimuler notre croissance économique et de créer des opportunités pour tous les Guinéens.

Ce pacte n'est pas une simple concession politique, mais l'expression de notre désir collectif d'un avenir meilleur, un avenir où l'esprit de résilience et d'unité triomphera de l'adversité. Moi, Sadio Barry, en tant que citoyen guinéen, je suis prêt à collaborer avec toutes les forces sociopolitiques du pays et nos concitoyens pour faire de cette vision une réalité.

Je demande au peuple de Guinée de se joindre à mon appel à la paix et à la réconciliation. Je lance un appel aux mouvements de jeunes et aux parents d'œuvrer

pour que des manifestations fantaisistes cessent sur l'AXE LE PRINCE pour le moindre incident. Ces manifestations parfois spontanées malheureusement poussent les Autorités à bout, rendent la vie difficile aux paisibles citoyens habitants dans la zone du corridor.

Mettons de côté nos différences, unissons nos valeurs et unissons-nous sous la bannière d'un destin commun ! Montrons que la Guinée est une nation forte et résiliente, déterminée à renaître de ses cendres et à reprendre la place qui lui revient sur la scène internationale ! Le chemin à parcourir est peut-être difficile, mais nous pouvons surmonter tous les obstacles ensemble. L'esprit de la Guinée est intact, sa résilience est inébranlable. Rallumons la flamme de l'espoir et de la détermination qui a toujours été au cœur de notre nation.

Ensemble, nous reconstruirons notre pays à partir des décombres physiques de la catastrophe, mais aussi des profondeurs de notre esprit collectif. Nous en sortirons plus forts, plus unis et plus déterminés à bâtir une Guinée prospère, juste et réellement représentative de son peuple.

En attendant l'avis du Gouvernement sur ce projet, le B.A.G envisage la mise en place, dès la semaine prochaine, d'une station humanitaire à Conakry sur le site qui nous sera indiqué par les autorités pour fournir des denrées alimentaires et de l'eau aux personnes dans le besoin, des habits et chaussures pour ceux qui ont perdu tous leurs biens dans l'incendie etc. Avec une foi inébranlable dans le potentiel de notre nation et le soutien inestimable de nos amis, Ensemble, dans la concorde et la solidarité, nous relèverons tout défi. », a écrit Abdoulaye Sadio BARRY, président du parti Bloc pour l'Alternance en Guinée (B.A.G).

Mamadou Saïdou

SIGUIRI

Un incendie ravage des dizaines de cases dans un district de Kintinia

Selon le site Mediaguinee, le mardi 26 décembre 2023, un grave incendie s'est produit à Kouroukanboukaria, un district relevant de la sous-préfecture de Kintinia, située à 35km de Siguiri.

D'après les informations reçues sur place, l'incendie se serait déclaré dans une cuisine. Au total, trois familles ont été touchées, 17 cases rondes et leur contenu ont été totalement consumés par le feu, 4 sacs de maïs et des sacs de riz, une personne a été grièvement blessée.

Présent sur les lieux du sinistre, Mory Kouyaté, témoin des faits, a brièvement expliqué la scène. « Il était 17heures, un incendie a été constaté ici, à Kouroukanboukaria qui a causé des dégâts matériels considérables.



Trois grandes familles touchées, 17 cases et leur contenu tous calcinés, 4

sacs de maïs, plusieurs marmites, des nourritures etc... c'est dans une

cuisine que l'incendie s'est déclaré. La femme qui y travaillait n'a pas totalement

été éteint le feu après avoir cuisiné. Les citoyens sont venus d'un peu partout pour éteindre le feu. Avant de le maîtriser, le feu avait consumé tout, un jeune homme a été blessé. Nous demandons aux personnes de bonne volonté de nous venir en aide », a-t-il expliqué à Mediaguinee.

La femme qui serait à l'origine de cette tragédie serait originaire du même district. Les citoyens sinistrés ont passé la nuit à la belle étoile, selon toujours le site d'informations.

Mamadou Oury

DRAME DE KALOUM

Le FFSG défend le droit à la vérité et à la réparation

Dans une déclaration publiée dans la presse le 25 décembre 2023, le Forum des Forces sociales de Guinée (FFSG) défend le droit à la vérité et à la réparation face au drame survenu à Coronthie, dans la commune de Kaloum.

« La Société Civile à travers sa diversité incarnée dans les Forces Sociales de Guinée, en plus de son engagement humanitaire, sa solidarité aux victimes et sa reconnaissance pour tous les efforts consentis dans la gestion de la crise relative à l'incendie survenu au Dépôt Central des Hydrocarbures de Guinée, reste très attachée au droit à la vérité sur les causes de ce drame inédit et à la réparation pour ses différentes catégories de victimes.

Ainsi, les Forces Sociales de Guinée se réjouissent, de la prise en compte de certaines de leurs propositions par l'Etat et ses partenaires dans la gestion à court termes de la crise. Par la même occasion, la société civile note avec intérêt une certaine maîtrise du sinistre par la circonscription de l'incendie avec l'appui des

pays amis et partenaires au comité de crise mis en place à cet effet.

De même, elle salue et encourage d'avantage l'attention solidaire apportée aux sinistrés et à l'Etat à travers des assistances humanitaires, sanitaires, alimentaires, financières, logistiques et psychologiques par les différents acteurs du pays, les pays voisins et les partenaires au développement.

Cependant, les Forces Sociales de Guinée regrettent et dénoncent avec vigueur les conclusions hâtives et tendancieuses faites sur les causes du drame par le Ministre porte-parole du gouvernement et la Direction de Communication et de l'Information (DCI) de la Présidence, pendant que des enquêtes sont annoncées.

Cette attitude

prétentieuse et méprisante de la séparation du pouvoir de la part de ces autorités de Transition, reste préoccupante pour la société civile, avec un silence absolu et coupable du Président de la Transition, Président de l'organe d'orientation et de décision de la Transition (CNRD), qui a fait son adresse à la nation des jours après l'événement, sans placer un seul mot sur sa volonté de contribuer à faire la lumière sur cette tragédie.

En conséquence, les Forces Sociales de Guinée, engagées sans réserve par les moyens légaux à l'établissement de la vérité sur les origines du drame et la réparation de tous les préjudices : Regrettent le silence intolérable des multinationales ou compagnies actionnaires du dépôt et co-responsables de sa

gestion, alors que des défaillances de gestion sont indexées comme causes par le porte-parole du gouvernement et la Direction de Communication et de l'Information (DCI) de la Présidence ;

Interpellent, ainsi, lesdits actionnaires de la Société Guinéenne de Pétrole, pour leur part de responsabilité dans la manifestation de la vérité face à l'ampleur des dégâts avec des pertes en vies humaines et des disparitions au nombre inconnu, sans compter les conséquences écologiques et sanitaires. Toutefois, la Société Civile se réserve le droit à constituer partie civile devant les tribunaux pour la manifestation de la vérité et la réparation des préjudices;

Demandent la mise en place d'une commission d'enquête internationale pour déterminer de façon

indépendante les causes du drame face à sa complexité et à une certaine conclusion hâtive de la part de l'Exécutif aux affaires du pays sous le silence complice des actionnaires de la Société Guinéenne de Pétrole ;

Réaffirment leur appel au rétablissement sans délais du droit des Guinéens à l'information par l'accès à l'internet et aux média privés qui sont bloqués par les autorités de Transition depuis des semaines de façon arrogante et inopportune.

Enfin, les Forces Sociales de Guinée, invitent l'ensemble des victimes à faire enregistrer de façon indépendante (par voie d'huissier) les pertes et préjudices qu'elles ont subi pour des fins de poursuites et de réparation au moment opportun. », a déclaré la Coordination du FFSG.

Mamadou Oury

MORT DE JACQUES DELORS

La classe politique rend hommage au «visionnaire» de l'Europe

« Inépuisable artisan de notre Europe », « grand français », « visionnaire »... À l'annonce de la mort de Jacques Delors, père de l'euro et figure de la construction européenne, la classe politique française et européenne s'émeut et rend hommage à l'ancien président de la Commission européenne.

Il était considéré comme l'un des grands artisans de la construction européenne et notamment de la monnaie unique : l'ancien président de la commission européenne Jacques Delors est mort ce mercredi.

L'ancien président de la Commission européenne, espoir éphémère de la gauche française à la présidentielle de 1995, est décédé « à son domicile parisien dans son sommeil », a annoncé à l'AFP sa fille Martine Aubry, maire socialiste de Lille. Aussitôt, les hommages à l'ancien ministre de l'Économie sous François Mitterrand se sont succédé.

Disparition d'un « géant »

Emmanuel Macron a salué sur X un « inépuisable artisan de notre Europe », un « homme d'État au destin français ». Pour Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, il s'agit même d'un « visionnaire » de l'Europe, qu'elle appelle à honorer. Jacques Delors est « entré dans l'histoire comme l'un des bâtisseurs de notre Europe », a également commenté le président du Conseil européen, Charles Michel, le qualifiant de « grand Français et grand Européen ».

« Il aura façonné le destin de l'EU par la puissance de ses convictions et la rigueur de son action. Il entre



ainsi dans le Panthéon des grands que l'Europe a produit et dont nous nous devons d'assumer l'héritage », affirme le patron de la diplomatie européenne, Josep Borrell. Le chancelier allemand Olaf Scholz évoque « un architecte de l'UE telle que nous la connaissons aujourd'hui ».

Homme d'État au destin français.

Inépuisable artisan de notre Europe.

Combattant pour la justice humaine.

Jacques Delors était tout cela.

« Un géant vient de nous quitter », a réagi sur X le patron du PS Olivier Faure. « Enfant du siècle, il avait connu le pire et cherché à conjurer le malheur par la construction d'une paix durable. Par son engagement syndical, ministériel et enfin à la tête de l'Europe, il nous lègue un héritage immense. »

Un homme « qui agissait en pensant au bien commun »

Symbole « d'intégrité » et de « droiture » pour Fabien Roussel, Benoît Hamon tient quant à lui à retenir sa volonté de « construire sans relâche la concorde européenne ». Pour l'ancien ministre, la mort de Jacques Delors « laisse des millions de Français et d'Européens tristes mais reconnaissants pour l'héritage si précieux qu'il nous a confié ». De son côté, Jean-Luc Mélenchon, fondateur de La France insoumise (LFI), salue un « socialiste de la génération qui avait un idéal » et « qui agissait en pensant au bien commun ».

Jacques Delors était un socialiste de la génération qui avait un idéal. Si éloigné qu'on ait pu être, je salue le militant et l'homme d'action qui agissait en pensant au bien commun.

Au micro d'Aurélien Devernoix pour RFI, Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, réagit à la mort de Jacques Delors : « C'était

aucune facilité des temps. Il aura écrit la double histoire de la France et de l'Europe. » Tandis que Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, le décrit comme une « incarnation de l'Europe », Lionel Jospin, ancien candidat socialiste à la présidentielle, parle quant à lui d'un « Européen passionné » qui a « marqué son époque ».

« Un syndicaliste engagé »

Tour à tour à la CFTC puis à la CFDT, les dirigeants des deux organisations ont salué la mémoire de Jacques Delors dans des messages publiés sur X (ex-Twitter). « Jacques Delors était plus qu'un compagnon de route de la CFDT », a souligné la secrétaire générale du premier syndicat de France, Marylise Léon. « C'était un ami », a-t-elle poursuivi, « un adhérent, un militant. Un humaniste et un fervent défenseur de l'idée européenne ». Cyril Chabanier (CFTC) a fait part de son « immense tristesse ». « Bien plus qu'un homme politique, il est un homme d'État et l'un des bâtisseurs de l'Union européenne. Il fut aussi un syndicaliste engagé à la CFTC très attaché à la vérité, au bien commun et à la justice sociale et humaine ».

RFI

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

MOYEN-ORIENT

L'Iran accuse Israël d'avoir tué un général des Gardiens de la Révolution en Syrie

Les Gardiens de la Révolution ont annoncé la mort d'un haut gradé dans l'attaque menée contre Damas par Israël. Le général Razi Moussavi, l'un des conseillers les plus expérimentés des Gardiens en Syrie, a été tué par une frappe menée contre le quartier de Sayyida Zeinab, au sud de Damas. Israël « paiera » pour le meurtre d'un chef des Gardiens de la révolution en Syrie, a affirmé le président iranien.

Selon le communiqué des Gardiens de la Révolution, Seyed Razi Moussavi était responsable « du soutien logistique des groupes de la résistance », un terme qui désigne le Hamas et le Jihad islamique, mais aussi le Hezbollah libanais ou encore les milices pro-iraniennes en Syrie et en Irak. En clair, il avait pour mission de fournir des armes et la technologie militaires à tous ces groupes.

C'est un des plus anciens commandants en poste en Syrie et un proche compagnon du général Qassem Soleimani, ancien chef de la force Qods des Gardiens de la révolution, qui a été tué lors d'une frappe américaine à Bagdad en 2020.

Israël « payera le prix de ce crime », ont affirmé les Gardiens de la Révolution. Il s'agit d'un coup dur pour l'Iran. Ce qui va sans aucun doute augmenter les tensions dans la région.

L'Iran a apporté son soutien au Hamas et au Jihad islamique après l'opération contre Israël en octobre dernier.

Ses alliés dans la région,



notamment le Hezbollah, les Houthis, mais aussi les milices chiites en Irak et en Syrie, multiplient les actions contre Israël, mais aussi les bases américaines dans la région.

La mort de ce haut commandant iranien, qui jouait un rôle de premier plan dans la région, pourrait pousser les alliés de Téhéran à multiplier les attaques contre Israël.

Israël « paiera » pour ce meurtre, affirme le président iranien

Le président iranien Ebrahim Raïssi a accusé Israël d'avoir tué le général, promettant qu'Israël « paiera certainement pour ce crime ».

« Cette action est sans aucun doute un autre signe de frustration, d'impuissance et d'incapacité du régime sioniste

usurpateur dans la région », a déclaré M. Raïssi dans un communiqué.

L'élimination du Moussavi vise l'Iran et ses alliés sur fond de guerre à Gaza

Les médias officiels iraniens présentent Razi Moussavi comme « le responsable logistique de l'axe de la résistance en Syrie ». En clair, il occupait un rôle-clé au sein

de la présence militaire iranienne sur le sol syrien, où la République islamique s'est durablement installée après y avoir combattu pour soutenir le régime de Bachar el-Assad. Toujours selon la presse iranienne, le général, tué lundi près de Damas, était un compagnon de Qassem Soleimani, figure des Gardiens de la Révolution, éliminé par une frappe américaine il y a tout juste trois ans à Bagdad. C'est donc la présence active de l'Iran auprès de ses alliés régionaux qui a de nouveau été visée.

Israël n'a pas attendu la guerre en cours à Gaza pour multiplier les raids contre les forces iraniennes en Syrie ces dernières années, mais l'assassinat du général Moussavi intervient dans un moment particulier où sont mobilisés des groupes armés qui ont tous en commun d'être soutenus par l'Iran : Hamas palestinien dans la bande de Gaza, Hezbollah au Liban et Houthis du Yémen dont les attaques en mer Rouge font planer la menace d'une extension du conflit.

RFI

PRÉSIDENTIELLE SÉNÉGALAISE

Sonko a déposé sa candidature au Conseil constitutionnel

L'opposant sénégalais emprisonné Ousmane Sonko a déposé sa candidature à la présidentielle de février au Conseil constitutionnel malgré le refus de l'administration de lui livrer tous les documents nécessaires, a indiqué mardi Ousseynou Ly, un responsable de la cellule de communication de son parti.

« Je confirme que Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye ont déposé leurs dossiers de candidature au Conseil constitutionnel », a-t-il indiqué à l'AFP, sans donner plus de précisions. M. Sonko, personnage central d'un bras

de fer de plus de deux ans avec l'Etat qui a donné lieu à plusieurs épisodes de troubles meurtriers, a jusqu'au 26 décembre pour déposer sa candidature et recueillir ses parrainages.

Bassirou Diomaye Faye, lui aussi en prison, est le plan B du parti de M. Sonko, le Pastef (parti des Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) – dont les autorités ont annoncé la dissolution fin juillet – pour l'élection présidentielle du 25 février 2024.

La semaine dernière, le représentant de M. Sonko a

été empêché de récupérer les documents nécessaires à sa candidature à la Direction générale des élections (DGE). Ses avocats avaient ensuite annoncé leur intention de déposer la candidature de l'opposant, disant « faire confiance à la justice » face à un Etat cherchant selon eux à l'« écarter » du scrutin.

« On est certain que la candidature sera déposée et validée. Le Conseil constitutionnel est un organe juridictionnel et non politique », avait affirmé vendredi l'un de ses avocats, Saïd Larifou, lors d'une conférence de presse à Paris.

Déclaré coupable le 1er juin de débauche de mineure et condamné à deux ans de prison ferme, il a refusé de se présenter au procès et a été condamné par contumace.

L'opposant de 49 ans, emprisonné depuis fin juillet sous d'autres chefs d'inculpation, dont appel à l'insurrection, association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste et atteinte à la sûreté de l'Etat, dénonce ces affaires et les autres dans lesquelles il a été mis en cause comme des complots visant à l'écarter de la présidentielle.

Mi-décembre, un juge a

relancé sa candidature en ordonnant sa réinscription sur les listes électorales, confirmant une décision rendue en octobre par le tribunal de Ziguinchor (Sud) qui avait été cassée par la Cour suprême. L'ancienne Première ministre Aminata Touré, autrefois proche de Macky Sall et qui a ensuite rejoint l'opposition, a aussi annoncé le dépôt de sa candidature lundi.

Le Conseil constitutionnel doit annoncer la liste des candidats retenus à la présidentielle le 20 janvier.

AFP